

**CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
*Relevé de conclusions*

LUNDI 26 MARS 2012 A **20H00**  
*Salle d'animation rurale – Commune de Saint Julien de  
l'Herms*

- ♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT
  - 1- Budget primitif 2012 de la redevance incitative
  - 2 – Budget primitif 2012 – budget général
  - 3 – Vote des taux
  - 4 – Dotation de solidarité
  - 5 – Garantie d’emprunt pour le projet Grand ouest
- ♦ **ENFANCE – JEUNESSE** – Rapporteur : Angéline APPRIEUX
  - 6 – Pôle petite enfance – délégation de service public
  - 7 – Convention générale avec le Centre social de l’île du Battoir
  - 8 – Convention BAFA BAFD
  - 9 – Subvention fonctionnement du relais d’assistante maternelle
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Christian NUCCI
  - 10 – Avancement de grade d’un adjoint technique
  - 11 – Création d’un poste d’agent spécialisé 1<sup>ère</sup> classe
  - 12 – Création d’un adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe
  - 13 – Association Potager solidaire
  - 14 – Rémunération archiviste
- ♦ **QUESTIONS ORALES**

Liste des présents

## I – Finances

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

### • **Budget primitif 2012 – budget annexe de la redevance incitative**

Sur proposition du bureau, il est soumis les propositions suivantes au titre du budget prévisionnel 2012 pour la redevance incitative :

Section de Fonctionnement

Dépenses et recettes équilibrées : 1 302 700,00 €

Section Investissement

Dépenses et recettes équilibrées

Après restes à réaliser : 141 728,00 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : POUR 21 ; CONTRE 7 ; ABSTENTIONS 9

### • **Budget primitif 2012 – budget général**

Sur proposition du Bureau il est soumis les propositions suivantes au titre du budget prévisionnel 2012 :

Section de Fonctionnement

Dépenses et recettes équilibrées : 8 325 321,00 €

Section Investissement  
Dépenses et recettes équilibrées  
Après restes à réaliser :

9 631 647,00 €

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : 2 CONTRE ; 35 POUR

### • **Vote des taux**

*Comme pour l'année 2011, la Communauté de Communes doit voter 3 taux :*

- *taxe d'habitation i*
- *taxe sur le foncier non bâti*
- *contribution foncière des entreprises*

*Il est proposé de voter les mêmes taux que l'année dernière.*

\*\*\*

Conformément au débat d'orientation budgétaire, le Conseil communautaire a décidé de ne pas augmenter la pression fiscale pour l'année 2012.

Il est donc proposé de voter les 3 taux suivants, conformément aux notifications des services fiscaux :

- taxe d'habitation : 7,70 %
- taxe sur le foncier bâti : 2,65 %
- contribution foncière des entreprises : 24,01 %

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### • **Dotation de solidarité 2012**

Il est proposé la répartition de la dotation de solidarité suivante :

Répartition des 250 000 € : 50 % réparti proportionnellement à la population et 50 % réparti forfaitairement à égalité par commune.

Communes	pop. INSEE *	% pop.	répartition pop.	répartition forfaitaire	TOTAL
BEAUREPAIRE	4 627	31,12	38 900,00	8 333,33	47 233,33
BELLEGARDE POUSSIEU	933	6,27	7 837,50	8 333,33	16 170,83
CHALON	165	1,11	1 387,50	8 333,33	9 720,83
COUR ET BUIS	858	5,77	7 212,50	8 333,33	15 545,83
JARCIEU	1 010	6,79	8 487,50	8 333,33	16 820,83
MOISSIEU SUR DOLON	695	4,67	5 837,50	8 333,33	14 170,83
MONSTEROUX MILIEU	747	5,02	6 275,00	8 333,33	14 608,33
MONTSEVEROUX	883	5,94	7 425,00	8 333,33	15 758,33
PACT	823	5,54	6 925,00	8 333,33	15 258,33
PISIEU	530	3,56	4 450,00	8 333,33	12 783,33
POMMIER DE BEAUREPAIRE	703	4,73	5 912,50	8 333,33	14 245,83
PRIMARETTE	722	4,86	6 075,00	8 333,33	14 408,33
REVEL TOURDAN	1 008	6,78	8 475,00	8 333,33	16 808,33
SAINT BARTHELEMY	1 014	6,82	8 525,00	8 333,33	16 858,33
SAINT JULIEN DE L'HERMS	151	1,02	1 275,00	8 333,33	9 608,33
<b>TOTAL</b>	<b>14 869</b>	<b>100,00</b>	<b>125 000</b>	<b>125 000</b>	<b>250 000</b>

\* sources : services de la préfecture

La somme de 129 579 € sera quant à elle versée à la commune de Beaurepaire au titre de la dotation de solidarité supplémentaire.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Garantie d'emprunt projet Grand Ouest**

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,  
Vu l'article L 5111-4 et les articles L 5214-1 et suivantes du Code général des collectivités territoriales,  
Vu l'article 2298 du Code civil,  
Vu la demande formulée par la société Pluralis en date du 1<sup>er</sup> février 2012,  
Vu les compétences de la Communautés de Communes du Territoire de Beaurepaire en matière de habitat – logements et aménagement de l'espace,

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire doit donc accorder sa garantie à hauteur de 1341 039,60 €, soit 40%, pour le remboursement de deux emprunts d'un montant total de 3 352 599 euros souscrit par la Société d'Habitation des Alpes – Pluralis auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ces prêts sont destinés à financer le foncier et la construction d'un foyer d'accueil médicalisé de 30 places et d'un foyer de vie de 10 places pour personnes adultes handicapées par une déficience intellectuelle profonde à Beaurepaire- AFIP Le Grand Ouest.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

## **II – ENFANCE - JEUNESSE**

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

- **Pôle petite enfance – délégation de service public**

Considérant la fin de la délégation de service public « Pôle petite enfance » avec l'association Léo Lagrange au 31 août 2012,  
Considérant la nécessité de relancer une consultation pour une nouvelle délégation de service public du « Pôle petite enfance »,

Il est proposé d'autoriser la procédure de lancement de la publicité pour la délégation de service public du « Pôle petite enfance ».

Une commission des marchés ad hoc sera constituée à cet effet et dont il est proposé les membres suivants :

- Christian NUCCI – Marie Claire BAULE – Angéline APPRIEUX – Carole MARANDIN – Cécile MEGUERDITCHIAN – Bernard GUILLOT et à titre consultatif : Brigitte GUEDENET

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention générale avec le Centre social de l'Ile du Battoir**

Le Centre Social et Culturel de l'Ile du Battoir est le partenaire de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat Enfance et Jeunesse signé avec la Caisse d'Allocation Familiales de Vienne.

Dans ce cadre, le Centre de l'Ile du Battoir est le maître d'œuvre des actions inscrites au contrat et relevant de sa compétence.

Afin de verser au CIB les subventions correspondantes à ses actions (389 753,40 €), il est nécessaire d'adopter une convention financière qui définit les montants et les modalités d'attribution.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention de formation générale BAFA BAFD**

Vu les compétences de la Communauté de Communes,

Le dispositif du Contrat Enfance et Jeunesse, proposé par la Caisse d'Allocations Familiales vise à ce que les associations, les communes, la CAF, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et le SIVARES s'associent pour mettre en place une politique intercommunale en faveur des loisirs pour les enfants de 0 à 17 ans.

Il est donc proposé de participer au développement de l'offre d'encadrants diplômés en BAFA et BAFD via l'appui au financement des stages, à raison de 200 euros par stage dans la limite de 16 jeunes.

Il est également proposé de signer une convention avec le Centre de l'Ile du Battoir qui propose ces stages pratiques pour les candidats.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Subvention de fonctionnement du Relais d'assistantes maternelles**

Le Conseil général de l'Isère attribue une subvention de fonctionnement aux Relais d'Assistantes Maternelles.

Cette aide annuelle est forfaitaire ; elle était de 4 574 € pour un relais d'assistantes maternelles fonctionnant à temps plein en 2011.

Dans ces mêmes conditions, la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire sollicite l'aide du Conseil général de l'Isère pour le fonctionnement du Relais d'Assistantes Maternelles intercommunal pour l'année 2012.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

### **III – ADMINISTRATION GENERALE**

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

- **Avancement de grade d'un adjoint technique**

Il est proposé de créer un poste d'adjoint technique 1<sup>ère</sup> classe par avancement de grade, à temps non complet de 25 heures mensuelles, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Création d'un poste d'agent spécialisé 1<sup>ère</sup> classe**

*Il est proposé de créer un poste d'agent spécialisé en remplacement d'un départ à la retraite d'un agent.*

Aussi, il est proposé de créer un poste d'agent spécialisé 1<sup>ère</sup> classe à temps non complet (4 h par semaine) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Création d'un poste d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe**

Suite au départ à la retraite d'un agent d'entretien de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, il est nécessaire de recruter un nouvel agent.

Aussi, il est proposé de créer un poste d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet (6 h par semaine) à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Rémunération archiviste**

Considérant que les archives intercommunales sont gérées par un agent territorial qui intervient ponctuellement,

Il est proposé de rémunérer les 29 jours et demi de travail effectués au cours de l'année 2011 pour la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, soit une rémunération brute de 3 438 euros.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Association potager solidaire**

La Communauté de Communes a été sollicitée par « potager solidaire », association permettant à tous de bénéficier des produits agricoles en fonction des revenus, afin de l'aider à trouver un local de vente sur Beaurepaire.

Le montage envisagé serait :

- la Communauté de Communes achèterait le local situé Quai des Terreau et utilisé à une époque par le secours populaire
- la Communauté de Communes percevrait les subventions de la région et du département
- la Communauté de Communes louerait ce local à l'association

Il est donc proposé aux membres de l'assemblée délibérante d'approuver le principe de cette opération dont les éléments seront établis au fur et à mesure de l'avancement de l'étude de ce projet et qui bénéficiera à des habitants d'une grande partie du canton.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

#### **IV – QUESTION ORALE**

\*                      \*

                            \*